

CALL NO.

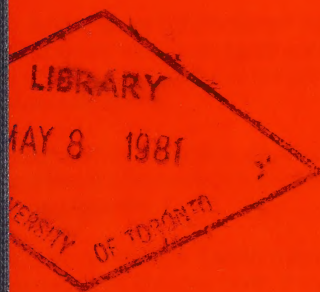
CA20N

CC

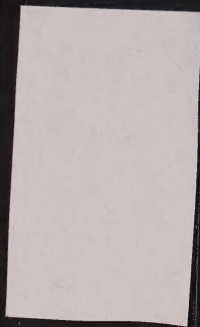
-Z 315

GOVT

petite reprise



 Ministère de
la Consommation
et du
Commerce
Ontario



CA 20N

CC

-2315

⑨

comment
monter
une

petite entreprise



Ontario

Ministère de
la Consommation
et du
Commerce

Monter sa propre entreprise, c'est une aventure pleine de risques et de difficultés, mais qui peut être passionnante et procurer de vives satisfactions.

La présente brochure indique les points importants auxquels il faut songer avant de se lancer en affaires.

Vous n'y trouverez que des observations d'ordre général. Si vous désirez des conseils plus précis, suivez les cours offerts sur ce sujet par de nombreux collèges et organismes communautaires.

Vous pouvez aussi vous procurer une brochure gratuite plus détaillée, intitulée *Starting a Small Business in Ontario* auprès du ministère de l'Industrie et du Tourisme de l'Ontario
Direction des petites entreprises
Édifice Hearst, 7^e étage
900, rue Bay
Toronto (Ontario) M7A 2E1

Available in English, on request.
Disponible en anglais, sur demande.

Planification

Selon les spécialistes, c'est surtout le manque de planification qui explique l'échec de tant de petites entreprises. Même si cette planification varie selon le genre d'entreprise, voici quelques points qui méritent de retenir votre attention:

- Informez-vous d'abord auprès de votre municipalité sur les permis éventuels nécessaires. Le ministère de la Consommation et du Commerce exige que les agents qui font du porte à porte ou les vendeurs de voitures, par exemple, soient enregistrés ou fournissent un cautionnement. Renseignez-vous auprès du

Bureau central d'enregistrement
Ministère de la Consommation et du Commerce
555, rue Yonge
Toronto (Ontario) M7A 2H6

- Pour l'immatriculation des camions, adressez-vous au bureau local du ministère des Transports et des Communications (voir sous la rubrique **Gouvernement de l'Ontario** dans l'annuaire téléphonique).
- Si vous vous lancez dans l'importation ou l'exportation, renseignez-vous auprès de votre Chambre de commerce locale sur les permis ou certificats nécessaires.
- Les bureaux de district de la taxe de vente au détail du ministère du Revenu délivrent les permis de vente nécessaires.

(On ne peut recourir au service Zénith d'appel gratuit que dans les secteurs d'appel local. Pour composer un numéro Zénith, vous devez passer par la téléphoniste (en faisant le «0») et lui indiquer le numéro désiré.)

| | |
|------------|---|
| Belleville | 208 est, rue Dundas K8N 1E3 962-9108 (Zénith 71820) |
| Hamilton | 361 ouest, rue King L8P 1B4 528-8393 (Zénith 71440) |
| Kitchener | 449 ouest, av. Belmont N2M 1N2 576-8400 (Zénith 71020) |
| London | 310, chemin Wellington N6C 4P4 433-3901 (Zénith 62350) |

| | |
|-------------|--|
| North Bay | 1500, rue Fisher P1B 2H3 Northgate Plaza 474-4900 (Zénith 71420) |
| Orillia | 19 nord, rue Front, C.P. 670 L3V 6K5 325-9587 (Zénith 71830) |
| Ottawa | 1355, rue Bank K1H 8K7 523-9760 (Zénith 71400) |
| Sudbury | 199, rue Larch P3E 5P9 675-4351 (Zénith 71850) |
| Thunder Bay | 435 sud, rue James, C.P. 5000 P7C 5G6 475-1681 (pour les districts de Kenora, Rainy River et Thunder Bay, Zénith 72310; pour les districts de Dryden, Wabagoon et Oxdrift, Zénith 62350) |
| Toronto | 2300, rue Yonge, 10 ^e étage M4P 1H6 487-7161 (Zénith 71800) |
| Welland | 76, rue Division L3B 3Z7 732-1318 (Zénith 71410) (pour St. Catharines et Niagara Falls seulement: 688-1360 ou 688-1368) |
| Windsor | 250, av. Windsor N9A 6V9 252-4404 (Zénith 71450) |

- Faites une sérieuse étude de marché pour déterminer quels seront vos clients éventuels, ou faites-en faire une par une entreprise spécialisée (que vous trouverez dans les Pages jaunes de l'annuaire téléphonique).
- Voyez à quelle concurrence vous risquez de vous heurter. Le produit ou le service que vous voulez offrir est-il meilleur, moins cher ou plus pratique que ceux de vos concurrents?
- Assurez-vous que le prix demandé est compétitif et couvre tous vos frais.
- Informez-vous des règlements de zonage actuels et des modifications prévues. Renseignez-vous également auprès de votre municipalité sur les normes de sécurité touchant la construction, la santé et les incendies.
- Installez votre entreprise près d'une gare ferroviaire ou d'un aéroport, par exemple, pour qu'elle

soit facilement accessible à votre personnel, à vos clients et à vos fournisseurs.

- Vérifiez si les services publics tels que l'électricité, l'eau et les égouts sont satisfaisants et ne risquent pas de vous coûter trop cher.
- Dressez une liste du matériel dont vous aurez besoin.
- Déterminez le nombre d'employés, spécialisés et autres, qu'il vous faudra. Le centre local d'emploi du Canada (que vous trouverez dans l'annuaire téléphonique sous la rubrique Gouvernement du Canada) offre ses services aux entreprises et à ceux qui cherchent du travail. Il publie également des renseignements sur l'offre et la demande d'emplois dans tous les secteurs et offre une aide technique et financière pour la formation et le perfectionnement du personnel.

Pour de plus amples renseignements, adressez-vous au

Centre d'information des entreprises
Ministère de l'Industrie et du Commerce
First Canadian Place, bureau 4840
C.P. 98

Toronto (Ontario) M5X 1B1
(416) 369-4941. Si vous n'habitez pas Toronto vous pouvez passer par la téléphoniste et demander le Zénith 03200 pour appeler gratuitement.

Coût du personnel

En plus de verser un salaire à vos employés, vous devez aussi contribuer pour eux au Régime de pensions du Canada et à l'assurance-chômage. Selon certains sondages, ces avantages sociaux représentent environ 22 pour cent des salaires des employés. Peut-être offrirez-vous aussi d'autres avantages, par exemple le paiement de primes d'assurance-maladie ou un régime de soins dentaires.

Régime d'assurance-maladie de l'Ontario (OHIP)

Si votre entreprise emploie 15 personnes ou plus, elle doit contribuer au Régime d'assurance-maladie de l'Ontario. Si elle emploie entre six et 14 employés, vous pouvez également faire une demande d'assurance collective en vous adressant au représentant local du Régime d'assurance-maladie de l'Ontario.

Pour de plus amples renseignements, communiquez avec le bureau local du Régime d'assurance-maladie de l'Ontario.

OHIP
C.P. 1744
Succursale R
Toronto (Ontario) M4G 2T3

Régime de pensions du Canada (RPC)

La participation au Régime de pensions du Canada, qui assure aux travailleurs une pension de retraite de base, est obligatoire dans presque tous les cas. L'employeur doit déduire un certain pourcentage du salaire des employés, ajouter une contribution égale et remettre le tout à Revenu Canada ainsi que les retenues fiscales.

Pour de plus amples renseignements, communiquez avec le bureau d'impôt le plus proche:

| | |
|----------------|--|
| Ottawa | Édifice Century 360, rue Lisgar K1A 0L9 996-8340 |
| Kingston | 385, rue Princess K7L 1C1 542-2831 |
| Belleville | Nouvel édifice fédéral 11, rue Station K8N 2S3 962-8611 |
| Toronto | Édifice Mackenzie 36 est, rue Adelaide M5C 1J7 869-1500 |
| Hamilton | Édifice du Revenu national 150 ouest, rue Main L8N 3E1 522-8671 |
| Kitchener | Édifice du Revenu national 166, rue Frederick N2G 4N1 579-2230 |
| St. Catharines | Édifice fédéral 32, rue Church L2R 3B9 688-4000 |

| | |
|-------------|--|
| London | 451, rue Talbot N6A 5E5 679-4211 |
| Windsor | 100, av. Ouellette N9A 5S8 252-3611 |
| Sudbury | Édifice fédéral 19 sud, rue Lisgar P3E 3L5 675-9131 |
| Thunder Bay | Édifice du Revenu 201, rue North May P7C 3P5 623-2751 |

Si vous n'habitez pas dans l'une de ces régions, vous pouvez passer par la téléphoniste et demander sans frais le Zénith 04000.

Commission de l'assurance-chômage (CAC)

La plupart des travailleurs doivent être couverts par l'assurance-chômage. Ce fonds sert à offrir aux chômeurs une compensation pour la perte de leur revenu. L'employeur doit tenir à jour les dossiers d'emploi qui servent à déterminer les prestations d'assurance-chômage.

Pour de plus amples renseignements, communiquez avec le centre local d'emploi du Canada.

Commission des accidents du travail (CAT)

La plupart des travailleurs doivent également être assurés par la Commission des accidents du travail de l'Ontario, qui leur verse une compensation pour tout accident au travail ou toute maladie d'origine industrielle. L'employeur doit verser une cotisation annuelle et signaler sans délai à la Commission tout dommage résultant d'un accident au travail ou toute maladie d'origine industrielle.

Pour de plus amples renseignements, communiquez avec le bureau local ou avec

Nouvelles entreprises
Commission des accidents du travail
2 est, rue Bloor
Toronto (Ontario) M4W 3C3
(416) 965-8646

Financement

Il faut évidemment de l'argent pour monter une entreprise. Vous devez avoir un certain capital pour les frais d'établissement et les frais quotidiens d'exploitation. Vous devez aussi prévoir un fonds de roulement qui vous permettra de profiter des occasions avantageuses qui se présentent ou de faire face à un ralentissement temporaire. Avant de chercher une aide financière, commencez par ouvrir un compte bancaire au nom de votre entreprise.

N'oubliez pas d'inclure dans les frais d'établissement le coût du terrain, du bâtiment, des installations, du matériel, des fournitures, des véhicules et des marchandises. Les salaires, le loyer, les impôts, la publicité et le renouvellement des stocks font partie des frais d'exploitation.

Pour déterminer vos besoins financiers vous devez absolument savoir à combien s'élève l'ensemble de ces frais. Commencez par établir vos prévisions sur les rentrées et les sorties de fonds au cours des douze premiers mois, en demandant au besoin l'aide d'un comptable ou d'un teneur de livres dans votre banque, ou dans un centre financier. Après avoir déterminé l'argent qu'il vous faut, renseignez-vous sur les moyens de vous le procurer. Vous pouvez obtenir des prêts de vos associés, des banques à charte et des organismes gouvernementaux.

Vous pouvez recourir aux prêts à long terme pour les immobilisations telles que les bâtiments et le matériel qui serviront alors de nantissement. Le remboursement des prêts à long terme se fait généralement par mensualités fixes. Quant aux prêts à court terme, ils servent à financer les éléments d'actif à court terme tels que les stocks.

Le prêteur aura besoin de certains renseignements sur votre entreprise: prévisions sur les rentrées et les sorties de fonds au cours des douze prochains mois, solvabilité, pertes et profits prévus au cours des deux premières années, liste des éléments d'actif et autres valeurs pouvant servir de nantissement, votre expérience en affaires et la valeur nette de vos biens personnels.

Le prêteur pourra vous demander de garder à tout moment un fonds de roulement déterminé, de lui présenter des états financiers, de vendre certains éléments d'actif ou de faire divers autres changements.

Si vous songez acheter une entreprise existante, étudiez un rapport sur cette entreprise, par exemple un rapport de Dun et Bradstreet, qui fournit des détails sur la situation financière de la plupart des entreprises. Vous pouvez obtenir ces rapports en vous adressant au directeur de votre banque.

Pour tout renseignement sur l'aide offerte par les différents paliers de gouvernement, communiquez avec les organismes ci-après:

Banque fédérale de développement
204 ouest, rue Richmond
Toronto (Ontario) M5V 1V6
(416) 598-0341

Société de développement de l'Ontario
1200, rue Bay
Toronto (Ontario) M7A 2E7
(416) 965-4622

Ministère des Finances
Place Bell Canada
Ottawa (Ontario) K1A 0G5
(613) 992-1573

Ministère de l'expansion économique régionale
1300, rue Yonge, 5^e étage
Toronto (Ontario) M4T 1X3
(416) 966-6317

Société pour l'expansion des exportations
First Canadian Place, bureau 2600
Toronto (Ontario) M5X 1B1
(416) 364-0135

Conseil national de recherches du Canada
789, chemin Don Mills, bureau 910
Don Mills (Ontario) M3C 1T5
(416) 966-5845

Conseil national de recherches du Canada
Direction de l'information
Édifice M58, bureau 206A ouest
Ottawa (Ontario)
(613) 993-9101 (Renseignements généraux)

Il existe également un programme d'expansion des petites entreprises en Ontario qui vise à encourager l'investissement dans les petites entreprises de 100 employés ou moins dans les secteurs suivants: fabrication, traitement, tourisme, édition, recherche et développement.

Pour de plus amples renseignements, écrivez au

Programme d'expansion des petites entreprises
Ministère du Revenu
Queen's Park
Toronto (Ontario) M7A 2B3

Vous pouvez aussi téléphoner au centre d'information multilingue:

- à Toronto, 965-8470
- (code régional 807) appelez sans frais le Zénith 82000 en passant par la téléphoniste
- (autres codes régionaux) appelez sans frais le 1-800-268-7121

Quelques suggestions d'experts

Voici quelques suggestions d'hommes d'affaires expérimentés:

- Réduisez vos frais le plus possible.
- Cherchez de nouveaux débouchés.
- N'oubliez pas les avantages sociaux, par exemple l'assurance-hospitalisation.
- Tenez tous vos dossiers à jour.
- Offrez à vos employés un programme d'assurance-maladie et d'assurance-invalidité, ainsi qu'un régime de pension.
- Ne dépensez pas trop en immobilisations.
- Ne craignez pas d'admettre vos limites.
- Vérifiez bien votre bilan, pas seulement l'état des bénéfices.

Faites appel à des spécialistes

Bien des gens montent leur propre entreprise parce qu'ils ont soif d'indépendance, mais ils ne doivent pas oublier que peu d'entreprises pourraient survivre sans les conseils de spécialistes compétents.

Vous pouvez faire appel à un comptable pour bien comprendre les lois et règlements touchant les impôts et bien organiser votre entreprise sur le plan financier. Les comptables font de la publicité dans les Pages jaunes de l'annuaire téléphonique.

Une société d'experts-conseils peut aussi vous conseiller dans bien des domaines, notamment en marketing.

Si vous importez des marchandises, vous aurez probablement besoin des services d'un agent en douane.

Un avocat peut aussi vous fournir de précieux conseils juridiques pour vous aider à prendre certaines décisions. Vous pouvez vous adresser à la Law Society of Upper Canada, Osgoode Hall, 130 ouest, rue Queen, Toronto M5H 2N6 (416) 362-5811 pour vous procurer une liste d'avocats spécialisés, par exemple en droit commercial. Vous trouverez dans les Pages jaunes de l'annuaire téléphonique, sous la rubrique "Lawyers" le numéro de téléphone sans frais du service juridique le plus proche.

N'engagez pas un spécialiste sans en avoir d'abord consulté plusieurs. Certains de vos amis ou un organisme local d'hommes d'affaires pourront vous suggérer les noms de comptables et d'avocats de bonne réputation, dont les honoraires sont raisonnables.

Les petites entreprises et la loi

Petites ou grandes, les entreprises doivent observer les lois et règlements conçus pour le bien commun et la protection du consommateur. Grâce à une planification judicieuse et à de sages conseils juridiques, il est possible d'éliminer bien des formalités bureaucratiques décourageantes.

L'une des premières décisions à prendre concerne le genre d'entreprise à mettre sur pied: une entreprise à propriétaire unique, une société en nom collectif, ou une corporation.

L'entreprise à propriétaire unique

C'est la formule la plus simple. Comme les droits d'enregistrement ne sont que de \$10 et que vous n'aurez sans doute pas besoin d'un avocat, c'est aussi la formule la moins coûteuse.

Cela signifie cependant qu'étant le seul propriétaire, vous êtes le seul responsable du succès ou de l'échec de votre entreprise. En cas d'échec, vous assumez l'entière responsabilité des dettes, ce qui peut entraîner la perte de votre maison et de vos biens personnels.

En outre, les bénéfices réalisés sont imposables au titre de revenu personnel, et vous ne pouvez profiter des avantages fiscaux offerts aux compagnies.

Vous ne pouvez non plus offrir à vos employés un régime de participation aux bénéfices ou un régime de pension, comme les compagnies.

Si l'entreprise ne porte pas votre nom, vous devez en enregistrer la raison sociale dans les 60 jours qui suivent son établissement.

En d'autres termes, si vous vous appelez Marie Sauvé et que votre entreprise porte le même nom, vous n'avez pas besoin de l'enregistrer. Mais si elle s'appelle «Magasin de modes Marie Sauvé», vous devez alors l'enregistrer.

Avant de faire enregistrer votre entreprise, assurez-vous que son nom ne prête pas à confusion avec celui d'une autre. Dans le cas d'une entreprise à propriétaire unique ou d'une société en nom collectif, cette vérification peut être faite pour \$2 auprès du Bureau d'enregistrement des sociétés. Dans le cas d'une corporation, vous pouvez vous adresser à une compagnie de recherche privée, qui ajoutera alors une surcharge aux frais de recherche.

London Documat Office Technology
380 nord, rue Ridout
London (Ontario) N6A 2P4
(519) 433-8853 et 434-8070

Markham Incorporations Unlimited Ltd.
11, av. Alanadale
Markham (Ontario) L3P 1S4
(416) 294-0817

North York Automated Legal Support Services
201, chemin Consumers, bureau 202
North York (Ontario) M2J 4G8
(416) 494-3000

Ottawa Automated Legal Support Services Ltd.
350, rue Sparks, bureau 806
Ottawa (Ontario) K1R 7S8
(613) 238-1519

Toronto ABC Name Search & Reservations Ltd.
545, rue Yonge
Toronto (Ontario) M4Y 1Y5
(416) 968-1053
Appels interurbains sans frais:
1-800-268-7581
Télex 06-524435

Canadian Corporate Name Search Ltd.
(CCNS)
66 est, rue Gerrard, 3^e étage
Toronto (Ontario) M5B 1G3
(416) 977-6530
Appels interurbains sans frais:
1-800-268-8301
Télex 06-217802

Comsearch Names Inc.
55, av. University, 6^e étage
Toronto (Ontario) M5J 2H7
(416) 364-6669
Télex 05-33366

Khan Legal Services
191, rue Sherbourne, bureau 1512
Toronto (Ontario) M5A 3X1
(416) 863-1787

Magna Precaria Inc.
696, rue Yonge, bureau 501
Toronto (Ontario) M4Y 2A7
(416) 964-1476

National Corporate Name Clearance
Corp. (NCNC)
663, rue Yonge, 5^e étage
Toronto (Ontario) M4Y 2A4
(416) 923-4080

Professional Corporate Services Ltd.
(PCSL)
501, rue Yonge, bureau 215
Toronto (Ontario) M4Y 1Y4
(416) 961-8921

Pour vous procurer les formules d'enregistrement d'une entreprise à propriétaire unique, adressez-vous au bureau d'enregistrement de votre localité ou au

Bureau d'enregistrement des sociétés
Direction des services aux compagnies
Ministère de la Consommation et du Commerce
555, rue Yonge
Toronto (Ontario) M7A 2H6
963-0510

Une fois le formulaire rempli, remettez-le au Bureau d'enregistrement des sociétés, accompagné d'un chèque certifié ou d'un mandat postal.

La société en nom collectif

Dans une société en nom collectif, vous décidez avec vos associés du capital que chacun doit investir et du partage des bénéfices et des responsabilités administratives. Il est recommandé de faire rédiger par un avocat une entente précisant les droits et obligations de chacun. L'inconvénient principal de la société en nom collectif, c'est que vous êtes responsable des dettes contractées par vos associés au nom de l'entreprise, ainsi que des vôtres. Avant de choisir la raison sociale, faites-la vérifier (procédez comme pour l'entreprise à propriétaire unique).

Vous devez remplir une formule d'enregistrement analogue à celle qui concerne les sociétés à propriétaire unique, et la déposer au Bureau d'enregistrement des sociétés dans les 60 jours qui suivent la constitution de la société. Les droits d'enregistrement sont de \$10.

Pour vous procurer les formules d'enregistrement, adressez-vous au

Bureau d'enregistrement des sociétés
Direction des services aux compagnies
Ministère de la Consommation et du Commerce
555, rue Yonge
Toronto (Ontario) M7A 2H6
963-0510

Vous pouvez aussi vous procurer ces formulaires dans tous les bureaux d'enregistrement de la province.

Les bénéfices d'une société en nom collectif sont également imposables comme revenus personnels, et vous ne pouvez non plus offrir de régime de participation aux bénéfices ni de régime de pension.

La société en nom collectif est automatiquement dissoute au décès d'un des associés.

Si la société est à responsabilité limitée ou en commandite, la responsabilité des associés commanditaires à l'égard des dettes de l'entreprise se limite à leur contribution au fonds social. Les associés commanditaires fournissent un certain capital, mais ils ne participent pas à la gestion de la société.

Constitution en corporation aux termes de la loi provinciale

Il existe deux catégories de corporations: les compagnies privées et les compagnies publiques, selon qu'elles offrent ou non leurs actions en vente au public.

Celles qui mettent en vente des valeurs mobilières doivent avoir l'approbation de la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario et sont tenues de divulguer au public certains renseignements sur leur mode de financement et leurs bénéfices et de déposer leurs rapports auprès de

La Commission des valeurs mobilières de l'Ontario
10 est, rue Wellesley
Toronto (Ontario) M4Y 1G3
(416) 963-0223

Les compagnies ontariennes qui n'offrent pas de valeurs mobilières au public peuvent n'avoir qu'un seul administrateur. Les autres doivent en avoir au moins trois.

Si la compagnie offre des valeurs mobilières au public, seul un des administrateurs peut être un cadre ou un employé de la compagnie ou d'une société affiliée. En Ontario, la majorité des administrateurs des compagnies doivent être résidents canadiens. Avant la constitution de la compagnie, on doit procéder à une vérification de la raison sociale pour s'assurer qu'elle n'existe pas déjà et déposer l'acte de constitution auprès de la Direction des services aux compagnies du ministère de la Consommation et du Commerce. Les droits de constitution sont de \$200. Les honoraires des avocats sont d'environ \$600.

Les compagnies constituées aux termes de la loi ontarienne qui font affaire ou possèdent des biens dans une autre province doivent avoir un permis de cette province ou y être enregistrées. Pour ce faire, il suffit généralement de présenter une demande au bureau approprié de la province concernée et de payer les droits prescrits. Un accord de réciprocité entre l'Ontario et le Québec dispense de cette formalité.

L'un des avantages principaux de la constitution en corporation est qu'elle limite votre responsabilité à l'égard des dettes de l'entreprise jusqu'à concurrence du capital que vous avez investi. Dans certains cas, vous pouvez parfois être également responsable des salaires impayés, en cas de faillite.

Les compagnies (ou corporations) peuvent aussi bénéficier d'un large éventail d'options et de déductions fiscales. Elles peuvent aussi offrir à leur personnel un régime de participation aux bénéfices et un régime de pension, ce qui entraîne certains avantages fiscaux. Vous pouvez vous renseigner davantage auprès d'un avocat ou d'un comptable. Considérée comme une entité juridique distincte, la corporation continue d'exister même après votre décès.

Pour les formules et tout autre renseignement, adressez-vous à

La Direction des services aux compagnies
Ministère de la Consommation et du Commerce
555, rue Yonge
Toronto (Ontario) M7A 2H6
(416) 963-0377

Constitution en corporation aux termes de la loi fédérale

Les compagnies constituées aux termes de la loi fédérale peuvent exercer leurs activités dans tout le Canada. Une compagnie constituée aux termes de la loi fédérale qui exerce ses activités en Ontario doit communiquer avec le Centre d'information aux entreprises, Direction des services aux compagnies, ministère de la Consommation et du Commerce, pour s'assurer qu'elle observe les lois ontariennes. Pour de plus amples renseignements sur la constitution d'une compagnie aux termes de la loi fédérale, communiquez avec

La Direction des compagnies
Ministère fédéral de la Consommation et des
Corporations
Place du Portage, Phase II, 4^e étage
Hull (Québec) K1A 0C9
(819) 997-3455

Franchisage

Par contrat de franchisage, une entreprise (le franchiseur) peut concéder à une autre entreprise (le franchiseé) le droit de distribuer ses produits ou services et d'exploiter de façon uniforme la marque de commerce ou le brevet du franchiseur.

Les franchiseés doivent enregistrer leur entreprise auprès du Bureau d'enregistrement des sociétés, Direction des services aux compagnies, à l'adresse déjà indiquée.

On peut se procurer une brochure sur le franchisage, au prix de \$2, auprès de

L'Association canadienne des franchiseurs
562 est, av. Eglinton, bureau 101
Toronto (Ontario) M4P 1B9
(416) 487-8452

On peut également se procurer des brochures gratuites sur le franchisage auprès du

Centre d'information aux consommateurs
Ministère de la Consommation et du Commerce
555, rue Yonge
Toronto (Ontario) M7A 2H6
(416) 963-1111 (frais virés)

ou auprès du

Gouvernement du Canada
Ministère de l'Industrie et du Commerce
Direction des services de distribution (88)
235, rue Queen
Ottawa (Ontario) K1A 0H5
(613) 593-7981

La législation du travail

La législation du travail relève généralement du gouvernement provincial, mais les travailleurs des industries qui relèvent de la compétence fédérale telles que les transports et les pipelines sont assujettis au Code du travail du Canada.

La loi sur les normes d'emploi, qui est appliquée par le ministère du Travail de l'Ontario, régit les heures de travail, les salaires, la durée des congés, etc.

Elle prévoit notamment que les employés qui travaillent plus de 44 heures par semaine ou un des sept jours fériés annuels doivent être payés au tarif horaire ordinaire majoré de cinquante pour cent.

Après douze mois d'emploi, l'employeur est tenu d'accorder deux semaines de congé payé.

Les femmes qui font essentiellement le même travail que les hommes doivent recevoir le même salaire que les hommes.

Pour de plus amples renseignements, communiquez avec le bureau local du ministère du Travail de l'Ontario ou avec la

Direction des normes d'emploi
Ministère du Travail
400, av. University
Toronto (Ontario) M7A 1T7
(416) 965-5251

La liberté d'association est garantie par la loi et les employeurs sont tenus de négocier avec le syndicat qui représente la majorité des employés. Les salaires, heures de travail, avantages sociaux, congés et autres conditions de travail sont généralement déterminés par négociation collective.

Toute discrimination fondée sur la race, la religion, le sexe, la nationalité ou l'âge (40 à 65 ans) est interdite par le Code des droits de l'homme de l'Ontario.

Pour de plus amples renseignements à ce sujet, communiquez avec la

Commission des droits de la personne
Ministère du Travail
400, av. University
Toronto (Ontario) M7A 1T7
(416) 965-6841

Les employeurs sont tenus de respecter les lois touchant les lieux de travail dont l'application relève de la Division de la santé et de la sécurité au travail. Ils doivent aussi veiller sur la santé et la sécurité au travail de leurs employés.

Pour de plus amples renseignements à ce sujet, communiquez avec le bureau de votre localité ou avec la

Division de la santé et de la sécurité au travail
Ministère du Travail
400, av. University
Toronto (Ontario) M7A 1T7
(416) 965-6228

La loi sur les accidents du travail assure une certaine protection financière aux travailleurs blessés lors d'un accident au travail ou souffrant d'une maladie d'origine industrielle: indemnité (75 pour cent de la perte de salaire, non imposable), soins médicaux, services de réadaptation et versement d'une pension. Elle protège également l'employeur, car elle constitue véritablement pour lui une assurance: elle élimine les poursuites en justice pour dommages et intérêts et répartit le coût des accidents. L'employeur paie une cotisation calculée en fonction des

salaires qu'il paie à ses employés et du coût des accidents dans son secteur industriel. Neuf associations de sécurité au travail aident les employeurs à protéger leurs employés et à réduire le coût des accidents. Pour de plus amples renseignements à cet égard, communiquez avec la Direction du revenu de la Commission des accidents du travail (voir adresse déjà indiquée).

L'impôt fédéral sur le revenu des entreprises

Toutes les entreprises sont assujetties à l'impôt fédéral, calculé sur leurs revenus moins les déductions autorisées. Les paiements mensuels sont déterminés d'après un barème établi par Revenu Canada. Pour de plus amples renseignements, communiquez avec l'un des bureaux de district d'impôt déjà indiqués. Vous pouvez aussi vous procurer auprès de ces bureaux des pochettes de documentation à l'intention des employeurs, et une brochure intitulée *L'impôt sur le revenu et la petite entreprise*.

L'impôt provincial sur le revenu des entreprises

L'Ontario lève un impôt sur le revenu des entreprises, calculé de la même façon que l'impôt fédéral. La province prélève aussi un impôt annuel sur le capital versé d'une entreprise. Pour de plus amples renseignements, communiquez avec le bureau de votre localité ou avec la

Direction de l'impôt sur les corporations
Ministère du Revenu
77 ouest, rue Bloor
Toronto (Ontario) M5S 1M2
(416) 965-1160

L'impôt sur le revenu des particuliers

Tous les résidents canadiens doivent payer l'impôt sur le revenu provenant de toute source canadienne et étrangère. Quiconque demeure au Canada 183 jours au moins au cours d'une année est considéré comme résident pour l'année en cause.

Les bénéfices d'une entreprise à propriétaire unique et d'une société en nom collectif sont aussi assujettis à l'impôt sur le revenu des particuliers.

Le gouvernement fédéral perçoit l'impôt sur le revenu des particuliers et remet à la province un pourcentage de l'impôt fédéral de base.

La taxe de vente fédérale

La taxe de vente fédérale s'applique au prix de vente de presque tous les produits fabriqués au Canada, et à la valeur, après acquittement des droits de douane, de la plupart des produits importés.

Les fabricants de produits assujettis à la taxe de vente fédérale doivent obtenir un permis. Pour de plus amples renseignements à ce sujet, communiquez avec la Direction de l'accise, Revenu Canada, ou avec le bureau de district de l'accise.

La taxe d'accise fédérale

La taxe d'accise fédérale est ajoutée au prix de vente du fabricant ou à la valeur après acquittement des droits de douane des articles de luxe tels que les bijoux. Pour de plus amples renseignements à cet égard, communiquez avec Revenu Canada ou avec le bureau de district de l'accise. On peut aussi s'adresser au

Directeur régional
Interprétation de la taxe d'accise
C.P. 100, succursale Q
Toronto (Ontario) M4T 2L7
(416) 966-6561

La taxe de vente de l'Ontario

La taxe de vente de l'Ontario est un impôt direct ajouté au prix de vente au détail des marchandises vendues en Ontario, à l'exception de certains articles. Les détaillants doivent se procurer un permis et tenir à jour leurs dossiers de ventes.

Pour de plus amples renseignements, téléphonez ou écrivez au bureau le plus proche du ministère du Revenu (voir la section sur la planification, au début de cette brochure).

Les impôts municipaux

Les municipalités lèvent un impôt foncier sur les terrains et bâtiments utilisés à des fins industrielles.

Les normes de qualité

Les produits que votre entreprise fabriquera en vue de les vendre au Canada doivent être conformes à certaines normes de qualité et de sécurité visant à protéger le consommateur contre tout vice de fabrication et contre la publicité trompeuse.

L'Association canadienne de normalisation (ACNOR)

L'ACNOR établit les normes de qualité d'un grand nombre de produits, depuis les sècheurs à cheveux jusqu'aux maisons mobiles. La plupart des appareils électriques doivent être conformes aux normes de l'ACNOR. Pour connaître ces normes, communiquez avec les

Laboratoires d'essai de l'ACNOR
178, boul. Rexdale
Rexdale (Ontario) M9W 1R3
(416) 744-4000

Underwriters' Laboratories of Canada

Cet organisme détermine les normes des appareils de protection contre l'incendie, des matériaux de construction et des produits connexes. Pour tout renseignement, communiquez avec

Underwriters' Laboratories of Canada
7, rue Crouse
Toronto (Ontario) M1R 3A9
(416) 757-3611

Le ministère fédéral de la Consommation et des Corporations

La Direction générale des normes de ce ministère fédéral est responsable de la vérification et de l'approbation des instruments et appareils de poids et mesures. Elle vérifie leur exactitude et établit des normes touchant l'étiquetage, la commercialisation, l'emballage et la publicité des biens de consommation préemballés, des produits textiles, des métaux précieux et des aliments. Elle fixe aussi des normes de sécurité pour les jouets, les produits chimiques d'usage domestique, les textiles et autres produits. Pour de plus amples renseignements, communiquez avec la Direction des normes des produits du ministère fédéral de la Consommation et des Corporations (voir adresse déjà indiquée).

Marques de commerce, raisons commerciales et brevets

La marque de commerce est un terme, un symbole ou un dessin qui sert à distinguer les produits ou services d'une entreprise de ceux de ses concurrents.

La raison commerciale identifie l'entreprise, et non pas ses produits ou services.

Le brevet est un titre accordant à l'auteur d'une invention le droit exclusif de fabriquer, utiliser ou vendre son invention, pour une durée de dix-sept ans.

Pour de plus amples renseignements à ce sujet, communiquez avec le ministère fédéral de la Consommation et des Corporations, aux adresses déjà indiquées, ou téléphonez au numéro (819) 997-1420 pour tout renseignement sur les marques de commerce et les raisons commerciales, et au numéro (819) 997-1936 pour tout renseignement sur les brevets. À Toronto, pour vous renseigner sur les marques de commerce et les brevets, téléphonez au numéro (416) 966-6441.

Le ministère fédéral de la Santé et du Bien-être social

La Direction de la protection de la santé est responsable des divers aspects de la fabrication, de l'importation et de la vente des produits alimentaires, des produits pharmaceutiques, des produits de beauté et des appareils et instruments médicaux. Elle s'occupe notamment du contrôle des installations des usines, des ingrédients, des formules et de l'emballage. Pour de plus amples renseignements, communiquez avec le bureau de district le plus proche ou avec la

Direction de la protection de la santé
Ministère fédéral de la Santé et du Bien-être social
Édifice Jeanne-Mance
Tunney's Pasture
Ottawa (Ontario) K1A 1B7
(613) 996-7172

Les organismes ci-après peuvent également vous être utiles

The Advertising and Sales Club of Toronto
19 ouest, rue Richmond, bureau 301B
Toronto (Ontario) M5H 1Y9
(416) 366-4643

L'Association canadienne de gestion des achats
80 ouest, rue Richmond, bureau 1103
Toronto (Ontario) M5H 2A4
(416) 366-5859

Retail Council of Canada
74, rue Victoria, bureau 525
Toronto (Ontario) M5C 2A5
(416) 363-8507

Retail Merchants Association of Canada (Ontario)
Inc.
1780, chemin Birchmount
Scarborough (Ontario) M1P 2H8
(416) 291-7903

L'Association des manufacturiers canadiens
1, rue Yonge, 14^e étage
Toronto (Ontario) M5E 1J9
(416) 363-7261

L'Association canadienne des restaurateurs
80 ouest, rue Bloor, bureau 904
Toronto (Ontario) M5S 2V1
(416) 923-8416

L'Association des importateurs canadiens, Inc.
60, rue Harbour
World Trade Centre
Toronto (Ontario) M5J 1B7
(416) 862-0002

L'Association canadienne d'exportation
99, rue Bank
Ottawa (Ontario) K1P 6B9
(613) 238-8888

Ministère de l'Environnement
Direction des services d'information
135 ouest, av. St. Clair
Toronto (Ontario) M4V 1P4
(416) 965-7117

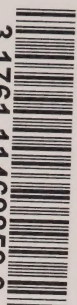


Ontario

Ministère de
la Consommation
et du
Commerce

REV 2/81-10M

ISBN 0-7743-6143-3



3 1761 11469859 0